

Sur les questions migratoires, une opinion de moins en moins crispée

Analyse

Julia Pascual

Si les sondages font état d'une demande de régulation, ils montrent que les Français sont de plus en plus « tolérants » et davantage préoccupés par le pouvoir d'achat ou le climat.

Article réservé aux abonnés



Manifestation en faveur de la création d'un centre pour migrants, à Saint-Brevin-les-Pins (Loire-Atlantique), le 25 février 2023. SEBASTIEN SALOM-GOMIS / AFP

« Il y a trop d'immigrés en France. » Ainsi pourrait se résumer l'opinion majoritaire qui imprègne la société, si l'on se fie aux sondages qui testent cette idée, à l'image de la [dixième vague de l'étude « Fractures françaises »](#), réalisée fin 2022 par Ipsos-Sopra Steria pour *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof et selon laquelle 66 % des Français se retrouvent dans l'affirmation selon laquelle il y a trop d'étrangers.

« Ce constat est largement partagé dans l'opinion publique depuis au moins vingt ans », abonde Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'IFOP. Mais cette disposition doit être nuancée. Aussi nombreux soient-ils à le penser, les Français ne font pas du sujet une priorité. A la question « *Quels sont les trois enjeux qui vous préoccupent le plus à titre personnel ?* » et parmi onze choix, 18 % des Français choisissent l'immigration, derrière le pouvoir d'achat (54 %), la protection de l'environnement (34 %), l'avenir du système social (26 %) et la délinquance (18 %).

« Il y a un décalage entre un discours qui consiste à dire qu'il y a un phénomène de saturation et l'opinion qui est plutôt en train de se détendre », appuie Emmanuel Rivière, directeur des études internationales et du conseil politique de Kantar Public.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Sur l'immigration, la gauche cherche à faire entendre sa voix](#)

Certains analystes vont plus loin. Sociologue à Sciences Po Bordeaux, Vincent Tiberj juge que « l'argument de l'opinion publique fait partie de la rhétorique d'acteurs qui ont intérêt à ce que l'on parle de leur sujet plutôt que, par exemple, des inégalités sociales ». En réalité, soutient-il, « l'opinion des Français dépend de la question qu'on leur pose ». « Les attitudes vis-à-vis de l'immigration sont malléables et dépendent du cadrage qui en est fait, appuie Tristan Guerra, politiste à Sciences Po Grenoble. *Et les anti-immigration peuvent être enclins à des compromis sur ce sujet si on leur tient un discours différent.* »

« Un clivage social »

Selon le baromètre d'avril 2022 de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), qui est conduit tous les ans depuis 1990 en face-à-face auprès de plus d'un millier de sondés, 72 % des Français pensent que la présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel, et 81 % estiment que les travailleurs immigrés doivent être considérés comme chez eux en France car ils contribuent à l'économie française. « Cette position globalement positive sur les immigrés n'empêche pas le maintien de certaines positions critiques, 52 % des Français estimant que de nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale et 35 % que l'immigration est la principale cause de l'insécurité », souligne la CNCDH.

« Selon que l'on veut dire des Français qu'ils sont racistes ou pas, on sait quelle question leur poser, rebondit M. Tiberj, qui travaille à l'élaboration de ce baromètre. *Ce qui est certain, c'est que sur le temps long, la tolérance progresse, sous l'effet notamment du renouvellement générationnel et de l'augmentation du niveau d'éducation. Mais il y a face à cela des effets de contexte, qui tiennent notamment à la façon dont on parle de l'immigration. Or, depuis plusieurs mois, on entend de moins en moins de discours qui n'activent pas des craintes vis-à-vis de l'immigration.* »

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [De la clandestinité à la régularisation, les sans-papiers dans les cantines du pouvoir : « On dépend de la main-d'œuvre étrangère, ça ne sert à rien de faire l'autruche »](#)

En première position dans le programme électoral du Rassemblement national (RN), fer de lance du parti Les Républicains (LR) dans sa volonté de démarcation vis-à-vis du pouvoir macroniste, l'immigration est devenue un marqueur important des identités politiques.

« A une époque, les gens votaient selon des critères socio-économiques, retrace Vincent Tiberj. *Depuis, la gauche a accepté l'économie de marché, et la droite l'Etat social, alors on se distingue sur du culturel.* » Le politiste Tristan Guerra partage ce constat selon lequel « les attitudes vis-à-vis de l'immigration sont de plus en plus liées au positionnement politique ». Des sondages étayaient ce clivage structurant : interrogés par exemple par l'IFOP-Fiducial le jour du second tour de l'élection présidentielle en 2022, 26 % de ceux qui ont apporté leur suffrage à Emmanuel Macron disent que la lutte contre l'immigration clandestine a été un

enjeu déterminant dans leur vote (parmi dix thèmes proposés), contre 75 % des électeurs de Marine Le Pen. « *Il y a deux France, une très polarisée sur cette question-là, et une autre qui relativise fortement tous ces sujets*, analyse Jérôme Fourquet. *C'est un clivage social. 32 % des cadres et professions intellectuelles supérieures disent que c'est un enjeu déterminant, contre 60 % des ouvriers.* »

Préjugés erronés

Reste à comprendre ce qui fonde les idées qui connotent négativement l'immigration. « *On mélange énormément de choses*, avance Emmanuel Rivière. *L'association entre immigrés et chômage qui avait cours dans les années 1980 est tombée en désuétude. De même que les années 1990 ont fortement associé l'immigration et l'insécurité. Aujourd'hui, on est sur l'idée que l'immigration pèse sur les comptes sociaux et il y a aussi une interrogation sur l'identité, le vivre-ensemble.* » « *Il n'y a pas de consensus sur ce qui est déterminant mais il semblerait que la peur du fondamentalisme religieux alimente le rejet des immigrés* », précise à son tour Tristan Guerra. Selon une enquête BVA-Fondation Jean Jaurès – « *L'immigration, ce grand tabou (de la gauche)* », publiée en mars –, l'immigration est d'abord associée à l'insécurité, la violence et l'islamisme, parmi une liste de douze thèmes, devant l'intégration ou les conditions d'accueil.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Gérard Noiriel : « Dire que l'immigration est une chance pour la France n'est pas qu'un slogan de la "gauche morale", mais une réalité historique »](#)

Or, un certain nombre d'idées sont le fruit de préjugés erronés. L'étude Eurobaromètre de 2021 montre qu'en France (et dans la plupart des pays d'Europe), l'évolution sur dix ans du taux d'emploi et du niveau d'études des immigrés extracommunautaires ainsi que celle des résultats scolaires de leurs enfants sont perçues de manière moins positive que la réalité.

De même, un sondage d'Occurrence réalisé pour le Musée national de l'histoire de l'immigration en mai, et rendu public le 13 juin, a testé un échantillon de mille Français sur six questions de connaissance sur l'immigration et un seul a su répondre correctement à toutes les questions. Les personnes interrogées surestiment notamment la part d'immigrés dans la population, la part des hommes parmi eux, des ressortissants de pays extra-européens et des non-diplômés. « *Plus la connaissance est faible, voire erronée, et plus les opinions sont en défaveur de l'immigration* », souligne la publication.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Immigration : chez Renaissance, la crainte d'être piégé par LR](#)

[Julia Pascual](#)